

Le féminisme et la gauche

Autor(en): **Dupare, Nicole**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(1977)**

Heft 390

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1018484>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Le féminisme et la gauche

« Sera-t-il possible de libérer l'humanité sans tenir compte de l'oppression particulière que subit la moitié de la race humaine, c'est-à-dire les femmes ? » (S. Rowbotham. « Féminisme et révolution »).

Si les mouvements révolutionnaires de femmes y répondent par leur existence même, la gauche « classique » ou révolutionnaire peut se targuer d'une singulière constance de l'« évacuation » de ces problèmes.

L'exemple de « Lotta continua », importante organisation d'extrême-gauche italienne, est frappant à cet égard : lors d'un meeting tenu début décembre les femmes ayant, pour la première fois, véritablement pris la parole, afin de poser la nécessité et l'urgence de tenir compte de leurs revendications spécifiques, l'organisation s'est trouvée confrontée à une remise en question si fondamentale qu'on ne sait pas encore si elle va subsister comme telle ou voir s'opérer en son sein une scission définitive. Socialisme et féminisme ne peuvent-ils vraiment enfanter qu'un monstre hybride ?...

D'importants facteurs de la discrimination des femmes ne sont pas directement liés à l'organisation du domaine économique et les résistances constatées dans les pays socialistes à l'égard d'une émancipation réelle des femmes (et non pas seulement en fonction de la production) en sont un indice. La libération des femmes englobe d'autres revendications spécifiques, telle la remise en question de la famille, de la sexualité : il n'est donc pas pertinent de la faire dépendre de celle des travailleurs exclusivement : « La révolution économique n'est pas la panacée qui réglera à elle seule les contradictions de notre société » (Partisans. « Libération des femmes »).

En Suisse, tant les associations féminines dont le cheval de bataille est le travail et l'idéologie, l'égalité juridique, que les groupes de femmes in-

féodées à un parti politique, se condamnent à un réformisme des petits pas et réduisent le potentiel révolutionnaire féminin à s'enliser par le biais d'une intégration toujours plus grande. Les exemples foisonnent. Le rapport annuel 1973 de l'Alliance des sociétés féminines suisses en est un : « Nous ne sommes plus tant une organisation de femmes qu'une organisation pour les femmes. Nous luttons pour que la femme devienne une collaboratrice à part entière ». En janvier 1971, le groupe de femmes du PS mentionnait dans une lettre que « à la suite de l'obtention de nos droits politiques sur le plan fédéral, nous sommes toutes tombées d'accord pour, qu'à l'avenir, notre travail soit fait en parfaite collaboration avec nos camarades masculins et nous ne devrions plus continuer à travailler séparément mais, éventuellement, nous transformer en une commission féminine ». A la suite du Congrès des femmes suisses en janvier 1975 à Berne, dont le thème était « Collaboration dans l'égalité » et qui refusa d'amener le débat sur la question de l'avortement (...) — ce qui a d'ailleurs provoqué la tenue d'un anti-congrès — on peut, dans une certaine mesure, comprendre la question de Simone Guye (« La Suisse » 18 avril 1975) : « Les femmes romandes sont-elles animées d'un esprit révolutionnaire ?... Les aspirations des unes et des autres sont trop diverses pour qu'on puisse parler d'un féminisme passionné. La révolution n'est pas pour demain ».

* * *

Il est urgent de mettre à jour cette absence d'une idéologie radicale qui s'attaquerait aux véritables nœuds gordiens : la sexualité, la famille et toutes les conséquences qui en découlent, notamment dans le domaine du travail.

L'oppression spécifique des femmes oblige à redéfinir le privé et le politique et c'est bien là un des problèmes essentiels que les socialistes s'obstinent à nier, dans les faits en tout cas. A Changhai, le processus par lequel une victime sacrificielle, en l'occurrence Mme Mao Tse Toung, fut jetée en

patûre aux masses chinoises, est révélateur. M.-A. Macciocchi remarque à cet égard que, marxisme ou non, « la femme est toujours l'éternelle exclue du pouvoir philosophique, politique ou religieux » et que « celle qui intervient semble aussi obscure aux bigots théoriciens que la déesse Raison dansant toute nue dans Notre-Dame pendant la Révolution française » (cf. « Le Monde » 10 décembre 1976).

Si la Chine est bien loin de nous, il n'en demeure pas moins que, de Changhai à Berne, cette attitude paternaliste fait preuve d'une singulière persistance... Une kyrielle d'exemples concrets illustrent ce fait, tel la brochure éditée en 1971 par le PS, en vue de recruter de nouvelles militantes : « Depuis le 7 février 1971, votre voix peut se faire entendre », « ... c'est ça la politique comme nous l'entendons, qu'en dites-vous ? », « notre politique sera toujours une politique des droits de l'homme », « celle qui n'est pas indifférente à la vie humaine n'est pas indifférente à la politique... Faire de la politique, c'est s'inquiéter de l'homme ».

* * *

L'articulation des luttes de classes et des mouvements féministes révolutionnaires reste la pierre angulaire de tout véritable changement de société : l'élaboration stratégique rendant effective ce lien a généralement avorté en raison même des spécificités des revendications féminines.

A la différence de la classe ouvrière, qui n'aura nul besoin de capitalistes dans un système socialiste, la libération des femmes ne signifie pas l'élimination des hommes. Les relations affectives entre deux personnes occultent bien souvent les conflits qui pourraient surgir et ce facteur psychologique est de première importance pour la lutte féministe.

L'oppression des femmes diffère aussi de l'oppression de classe en ce qu'elle n'est pas le produit d'un système capitaliste, bien qu'elle prenne en son sein une forme particulière.

Tant la nécessité d'une sauvegarde de l'autonomie

des femmes, dans le cadre d'une stratégie commune avec la gauche, que la non-reconnaissance par une majorité d'hommes de classes sociales les plus diverses du « problème des sexes » et leur participation aux mythes réactionnaires de féminité-virilité a eu pour conséquence une union manquée.

* * *

Une remise en question profonde garde plus que jamais son actualité. Il faut noter, par ailleurs, que la sauvegarde d'une identité féminine a poussé certains groupes tel le MLF à refuser toute stratégie commune avec la gauche. S'il est vrai que les barrières entre socialisme et féminisme ne sont pas tombées et ne tomberont pas d'elles-mêmes, des groupes féministes tel que « Femmes en lutte » (Genève et Lausanne) l'ont néanmoins bien compris et leur combat, tant théorique que pratique, reflète cette prise de conscience : « Il ne s'agit pas de choisir entre lutte de classe ou lutte de femmes. Il s'agit d'affirmer la lutte de femmes comme un aspect fondamental de la lutte des classes », sans oublier que « les tendances « lutte de classe » qui naissent et se développent dans le mouvement féministe n'ont pas élaboré une pratique suffisante parmi les femmes de la classe ouvrière pour pouvoir imposer leur ligne à l'ensemble du mouvement révolutionnaire. C'est essentiellement une question de temps et de maturation ».

Si nous restons là dans le domaine du potentiel, il est néanmoins certain que cette problématique socialisme-féminisme se posera toujours avec plus d'acuité.

La gauche dépoussiérera-t-elle son grenier idéologique ou continuera-t-elle à ne pas voir que « les luttes de femmes privent le marxisme de son ultime possibilité de retomber dans le réformisme économiste, dans la mesure où elles contribuent à poser en profondeur l'antagonisme des classes et ses conditions politiques » (Collectif italien « Etre exploitées »).

Nicole Duparc

Pugilat pétrolier

M. Yamani, ministre saoudien du pétrole, n'a pas voulu augmenter le prix du pétrole. C'est bien dommage et l'augmentation de 5 % à laquelle il a finalement consenti est bien faible. Ce n'est ni dans son intérêt, ni dans le nôtre. Il serait beaucoup plus salubre de faire augmenter le prix de l'or noir à date fixe et par bonds exponentiels. Cela donnerait une certaine motivation pour, primo, essayer d'utiliser rationnellement l'énergie et, deuxièmement, trouver des méthodes de production raisonnables sur la base de ressources renouvelables (ce qui exclut catégoriquement le nucléaire).

Pour l'heure, nos politiciens et économistes ont des démangeaisons parce que les augmentations du prix du pétrole risquent d'affaiblir l'économie occidentale. C'est le seul critère qu'ils connaissent. C'est leur tabou. On n'a pas le droit de mettre en doute que l'économie doit rester forte, prospère. Pas plus, du reste, que de mettre en doute l'armée qui doit rester forte, prospère, etc... Pourtant, l'une et l'autre sont très certainement condamnées à péricliter à plus ou moins brève échéance. C'est

pratiquement inéluctable, si l'humanité décide de continuer à exister (et tout à fait certain dans le cas contraire). L'économie actuelle devra être remplacée par une économie de survie, équilibrée à long terme, probablement bien plus régionalisée que maintenant. L'argent jouera un rôle moins grand et toutes les activités spéculatives qui représentent une part importante de notre si belle économie actuelle devront disparaître. Il n'y a, par ailleurs, aucune activité militaire qui ait une signification quelconque dans une société en équilibre. Bien sûr, on pourrait ne pas tendre vers une société équilibrée. Mais avons-nous le choix ? On peut se livrer à un pugilat autour du pétrole, puis à un deuxième autour du nucléaire. Cela va d'ailleurs de pair avec les désirs d'expansion perpétuelle qui se manifestent encore aujourd'hui. Les chances que ça finisse autrement que par un grand patatas sont presque nulles. On peut essayer, à long terme, de vivre selon nos moyens. C'est peut-être moins exaltant pour ceux qui se sentent des vocations d'Onassis ou de traîneurs de sabre. Mais pour nos descendants, ce choix est le seul possible.

P. Lehmann

Mariage réussi

Le mariage du « Berner Zeitung » (Langnau) et des « Tages-Nachrichten (Münsingen), le premier fondé il y a cent trente-trois ans sous le nom d'« Emmenthaler Blatt » et le second il y a nonante-trois ans sous le nom d'« Emmenthaler Nachrichten », paraît être une réussite au vu des premiers numéros du nouveau titre « Berner Nachrichten ».

En fait, le « Berner Zeitung » avait absorbé il y a quatre ans le journal du PAB, « Neue Berner Zeitung ». Le nouveau titre rappelle un journal aussi disparu il y a quelques années, celui des catholiques de la ville de Berne, « Neue Berner Nachrichten ». Ce sont autant d'éléments qui sont à prendre en considération dans un canton qui se

méfie un peu des innovations. Et quand le journal réussit à établir un équilibre entre les nouvelles générales et les nouvelles locales, un peu à la manière de « 24 Heures » ou du « Tages-Anzeiger », on ose prévoir que le mariage de deux entreprises, saines, sera une réussite.

Où va se faire l'expansion ? Certains prévoient en premier lieu le Seeland et Bienne où la quasi-monopole du « Bieler Tagblatt » ne plaît pas à beaucoup de monde.

Il sera intéressant de suivre le développement de ce journal bernois, fruit de la fusion de deux entreprises d'égale importance, et parallèlement bien sûr celle du futur quotidien bâlois « Basler Zeitung ». Un fait est certain : l'abréviation « BN » ne signifiera plus « Basler Nachrichten » mais « Berner Nachrichten » !

DP 390